

CETA, Calais : le capitalisme signifie liberté de circulation pour les capitaux, pas pour les migrant-e-s

Une majorité contre le CETA au Parlement wallon...

Sans la Wallonie, le CETA (traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada) serait passé dans la discrétion médiatique comme une lettre à la poste. La philosophie de ce traité est la même que tous les traités précédents : libérer les entraves à la libre circulation des marchandises et des capitaux afin d'exercer une pression maximale sur les droits sociaux et les salaires des travailleurs/ses. Ces traités sont une arme de destruction massive des acquis sociaux, et les négociations sont menées directement au niveau de l'UE (pour plus d'efficacité et de discrétion...) avec la complicité des gouvernements nationaux.

Le CETA prévoit la diminution drastique des droits de douane (réduits à peu près à zéro), mais aussi la suppression de bon nombre de barrières non tarifaires (quotas dans l'agriculture, normes sanitaires, etc.). Il prévoit également la mise en place d'une justice privée, les « tribunaux d'arbitrage », qui permettront aux grands capitalistes de condamner des États qui auraient l'outrecuidance de prendre des décisions nuisant à leurs intérêts.



Manifestation contre le CETA à Bruxelles le 20 septembre

Une majorité s'est donc dégagée dans un premier temps au parlement wallon pour refuser le 14 octobre d'approuver le CETA. Les députés du PTB (parti du travail de Belgique), d'Ecolo (verts de gauche), du PS, mais aussi du Centre démocrate humaniste (centre droit) ont voté contre, bloquant la signature du gouvernement belge. Ce vote est la conséquence d'une campagne contre le CETA menée notamment par Ecolo et le PTB, ainsi que d'un vaste rejet populaire du traité (70% des Wallons contre). Mais pour les oligarques européens, il n'était pas question de prendre acte de ce refus qui mettait en échec 7 ans de négociations entre l'UE et le Canada. De fait, il fallait remettre en cause ce vote, comme ont été remis en cause les résultats des référendums aux Pays-Bas et en France en 2005 (sur la constitution européenne) ou en Irlande en 2008 (sur le traité de Lisbonne).

... mais un passage en force du gouvernement sous pression de l'UE !

Une pression maximale a donc été exercée sur Paul Magnette, chef PS du gouvernement wallon pour qu'il fasse machine arrière. Le revirement a été obtenu vendredi 28 octobre. Pourtant, comme l'a indiqué le premier ministre belge Charles Michel, « pas une virgule » n'a été changée au texte du traité ! Pour convaincre Magnette et les sociaux-traitres du PS, il a suffi de rajouter un « instrument d'interprétation partagée » (sic), c'est-à-dire une déclaration de bonne intention qui n'a pas de valeur juridique. Magnette s'est ridiculisé, comme l'a très bien résumé le président du groupe Ecolo au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles :

« Hier Che, aujourd'hui Alexis, Magnette est redevenu un gentil Popol bien rentré dans le rang ». Et comme un seul homme, les parlementaires wallons du PS et de la droite ont changé leur vote et ont approuvé le CETA ! Seuls Ecolo et le PTB ont maintenu leur opposition. Il faudrait que nos anti-libéraux français s'excitent un peu moins vite avant de célébrer les héros du parlement wallon (<http://www.fakirpresse.info/pour-le-rattachement-de-la-france-a-la-wallonie> ; <http://melenchon.fr/2016/10/27/vive-la-wallonie/>)...

Ce feu vert du parlement wallon a permis la signature du traité ce dimanche 30 octobre (la police a réprimé des manifestants devant le Conseil européen à Bruxelles : <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=21213>), et donc son application provisoire, en attendant les ratifications par les parlements nationaux. Ce passage en force est une nouvelle illustration du caractère anti-démocratique et autoritaire des institutions de l'UE ainsi que du fossé béant qui se creuse entre celles-ci et les peuples, d'où la nécessité pour toutes les forces anticapitalistes de militer pour la rupture avec ces institutions. Plus de 70% des Français-e-s rejettent aujourd'hui le CETA. En Allemagne, plus de 300 000 personnes ont défilé début octobre dans tout le pays pour dénoncer les traités de libre-échange CETA et TAFTA (entre l'UE et les USA).

Aujourd'hui, ce rejet légitime de l'Union européenne et des traités de libre-échange est capté par l'extrême-droite, en raison notamment des faiblesses stratégiques de la gauche anticapitaliste, en particulier en France. Un exemple caricatural est encore donné par LO nous racontant que les travailleurs/ses doivent se foutre du CETA, qui serait une simple diversion : « *Mais le vrai problème n'est pas le Ceta. Ce n'est pas non plus la libre concurrence en soi, mais le pouvoir des grands groupes capitalistes sur l'économie (...) À l'inverse des promoteurs de ces traités comme de ses opposants, les travailleurs ont à combattre ce système sans se focaliser sur des traités qui ne sont que des reflets des rapports de force entre les groupes capitalistes* » (http://journal.lutte-ouvriere.org/2016/10/26/traite-ue-canada-lennemi-cest-le-capitalisme_71830.html). Ce discours lamentable laisse un boulevard à l'extrême-droite. LO s'amuse également à faire passer tou-te-s celles/ceux qui veulent mener ce combat pour des nationalistes et des xénophobes. Non, nous pouvons mener le combat contre ces traités de façon internationaliste, au nom de la défense des droits de tou-te-s les travailleurs/ses. Et oui, ces traités sont importants. La bourgeoisie est bien consciente de leur importance, contrairement à LO et à une grande partie de l'extrême gauche française.

Pendant ce temps, interdiction de circuler pour les migrant-e-s, traité-e-s comme du bétail !

Le gouvernement a présenté l'évacuation des migrant-e-s de la « jungle » de Calais comme une opération humanitaire. Les bons penseurs de la gauche merdienne ont salué l'humanisme du gouvernement : « *on a envie de vous dire bravo* », a dit Ruquier à Emmanuelle Cosse (qui a rampé pour avoir un ministère) dans « On n'est pas couché » du 29 octobre (<https://www.youtube.com/watch?v=eqmV2hGDP4k>). Ils se disent « fiers » de la France, ces minables. Ces politiciens, ces journalistes, ces éditocrates nous font gerber. Les flics ont trié au faciès les mineurs et les majeurs. Les flics ont empêché des avocats d'assister les migrant-e-s (<http://lesaf.org/lassistance-aux-exiles-a-calais-la-loi-de-la-jungle/>). Les journalistes indépendant-e-s ont été harcelé-e-s et empêché-e-s de couvrir l'évacuation dans de bonnes conditions : par exemple Gaspard Glanz, journaliste militant de Taranis News, a été interdit de se rendre sur la « jungle » pour y faire son travail, avant de subir 33h de garde à vue (<http://tendanceclaire.org/breve.php?id=21186>). Environ 4 500 migrant-e-s majeur-e-s ont été dispersé-e-s dans des « centres d'accueil et d'orientation », pendant quelques mois, le temps que leur demande d'asile soit traitée. Ils/elles n'ont aucune garantie sur leur avenir, et il va sans dire que très peu auront des papiers. Des centaines de migrant-e-s ont refusé de rentrer dans les bus. Ils/elles sont traqué-e-s, et au moins une centaine d'entre eux/elles ont été capturé-e-s et placé-e-s en centres de rétention administrative. Concernant les mineurs, une centaine a pu aller en Angleterre rejoindre un membre de leur famille. Les autres, plus d'un millier, ont été dispersé-e-s dans des centres d'accueil. Mais beaucoup encore errent autour de la « jungle », sans abri. Car les flics ont tout détruit.

Or il ne suffit pas de tout détruire, de tout brûler pour faire table rase du « problème » des migrant-e-s. Au métro Stalingrad à Paris, plus de 2 000 migrant-e-s sont arrivé-e-s ces derniers jours de Calais ou d'ailleurs. Ils/elles tentent de survivre dans des conditions très difficiles en plus d'être régulièrement harcelé-e-s par la police, qui a déjà procédé à des rafles. Le gouvernement n'a qu'une réponse : une promesse d'évacuation et de destruction du camp de Stalingrad.

Les migrant-e-s sont harcelé-e-s, pourchassé-e-s et traité-e-s en pestiférés tandis que pendant ce temps, les

ordures capitalistes boivent du champagne en fêtant un nouveau traité de libre échange qui les enrichira encore plus. Deux situations, une conclusion :

**Pour la liberté de circulation et d'installation !
Pour l'abrogation de tous les traités de libre-échange !
Pour la rupture anticapitaliste avec l'UE !**

Pour le pouvoir des travailleurs/ses sur l'économie pour en finir avec le chômage !

Ce capitalisme pourrissant devient de plus en plus barbare. Prêt à tout, et donc à bafouer les formes mêmes de la démocratie bourgeoise, pour défendre la liberté des capitaux de se balader où ils veulent, de mettre en concurrence les travailleurs/ses comme ils veulent. Traitant les migrant-e-s pire que des animaux, les privant du droit de circuler, de voir des avocats, et des droits les plus élémentaires.

Toutes les valeurs humaines sont inversées par ce système barbare. Nous défendons la liberté de circulation et d'installation des migrant-e-s qui ne sont pas un « problème ». Le problème, c'est ce système immonde qui nous met en concurrence et cherche à nous dresser les un-e-s contre les autres. Ce qui ne doit plus circuler librement, ce sont les marchandises et les capitaux. La « gauche » bourgeoise (mais aussi une partie du mouvement ouvrier, malheureusement...) vante les mérites du libre-échange, associé à l'ouverture et au progrès. Non ! Il faut en finir avec la propriété privée capitaliste et il faut que les moyens de production soient entre les mains des travailleurs/ses afin que nous puissions décider de ce que nous produisons et dans quelles conditions. Un gouvernement des travailleurs/ses ne devrait évidemment pas se soumettre au libre échange. Il devrait contrôler les échanges avec l'extérieur pour ne pas se soumettre à la loi du marché mondial. Il devrait immédiatement rompre avec l'UE, avec l'euro, afin de mettre en place une monnaie et des institutions financières contrôlées par les travailleurs/ses et au service des besoins sociaux. Un gouvernement des travailleurs/ses devrait chercher à mettre en place de nouvelles coopérations, mais certainement pas en s'intégrant aux cadres transnationaux de la bourgeoisie (euro, traités de libre-échange, etc.).

Faute d'avoir une vision stratégique en rupture avec l'Union européenne capitaliste et les traités de libre-échange, la gauche anticapitaliste française se condamne à ânonner des mesures d'urgence et à faire du parasyndicalisme. Elle s'interdit d'intégrer les revendications immédiates et partielles dans un programme permettant aux travailleurs/ses de résoudre les problèmes créés par les capitalistes. Des vœux pieux ne font pas un projet politique crédible. Les travailleurs/ses exigent des réponses politiques à la hauteur de la crise du capitalisme, et l'extrême-gauche ne les apporte pas. Il est temps d'y remédier !

Lakhdar Bouazizi, Nastrit Daul, Gaston Lefranc